

# PROCÈS DE L'AFFAIRE DE DÉTOURNEMENT DE 3 200 MILLIARDS DE LA BNA

## L'énigme Achour Abderrahmane s'invite au tribunal d'Alger

**C'est sous haute surveillance policière que le procès du détournement de 3200 milliards de centimes de la BNA s'est ouvert hier au tribunal correctionnel de Sidi M'hamed. Dans le box des accusés, douze prévenus, dont Achour Abderrahmane, le principal mis en cause dans cette affaire. Au total, ils sont vingt-six personnes impliquées, dont trois sont en fuite. La défense est, quant à elle, assurée par une quarantaine d'avocats, alors que les témoins sont au nombre d'une cinquantaine.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La grande salle se trouvant au premier étage du tribunal de Sidi-M'hamed s'est avérée exigüe pour contenir l'assistance nombreuse concernée par cette affaire. Et pourtant, le choix du tribunal sis à la rue Abane Ramdane avait pour objectif de «réunir les meilleures conditions pour la tenue de ce procès». Un procès qui va durer, sans aucun doute, plusieurs jours et qui sera, de l'avis de tous les observateurs, riche en révélations. La particularité de ce premier jour réside dans le temps consacré à la lecture du volumineux arrêt de renvoi de la chambre d'accusation. Durant près de trois heures, le greffier a assuré la lecture d'un document de 83 pages, à travers lequel il a replongé l'assistance dans les péripéties d'une affaire qui remonte à octobre 2005.

Il est 14h05 min, Achour Abderrahmane, le crâne rasé et fort de ses 165 kg, se trouvant en première ligne, suit attentivement la lecture du document assuré par le greffier. La main sur la tête, il scrute de temps à autre l'assistance, tout en restant concentré sur le contenu de l'arrêt de renvoi. A sa gauche, trois ex-cadres de la BNA. Dans la grande salle se trouvent des journalistes, des avocats, mais également des cadres de la BNA, dont le P-dg M. Benbouzid, en sa qualité de représentant de la partie civile.

**La lettre par laquelle le scandale arriva**  
Outre Achour Abderahmane, né le 30

juillet 1966, dans ce dossier sont également poursuivis ses associés, sa secrétaire, des responsables des agences BNA de Bouzaréah, de Zighout-Youcef, de Cherchell, de Koléa, ainsi que l'ex-P-dg de la BNA, son inspecteur général, le directeur régional et celui du réseau exploitation, deux commissaires aux comptes, deux experts-comptables, le directeur du service informatique pour, entre autres, association de malfaiteurs, dilapidation de deniers publics, faux en écriture bancaire, escroquerie et chèques sans provision.

La lecture de l'arrêt de renvoi a été attentivement suivie par les avocats de la défense, notamment ceux du principal mis en cause. C'est le cas de M<sup>me</sup> Lacey Ouali, et Farouk Ksentini qui assure la défense du riche-sime commerçant de Koléa, ou encore Chaoui Abderrezak pour la partie civile ou Sadek Chaïb pour un ex-cadre de la banque.

L'affaire a éclaté en octobre 2005 au lendemain d'une lettre anonyme adressée aux plus hautes autorités du pays, faisant état «de circulation illégale de chèques interagences bancaires de la BNA et dont le bénéficiaire est un homme d'affaires résidant à Koléa».

Le scandale a été étouffé une première fois suite à des complicités tant de l'intérieur de la banque qu'au niveau de certaines structures de la Sûreté nationale en charge de l'enquête. Il fallut attendre une année pour que «l'affaire refasse surface et que le principal mis en cause, ayant réussi

plus tard à prendre la fuite au Maroc, soit extradé vers l'Algérie».

Selon l'arrêt de renvoi, le scandale réside dans le fait que le mis en cause avait bénéficié, avec la complicité de certains responsables de la BNA, de «prêts bancaires faramineux, alors que la réglementation en vigueur ne lui permettait pas d'en disposer».

### L'énigme des crédits

Une énigme, cependant, dans cette affaire : «la facilité avec laquelle Achour Abderrahmane a bénéficié de tous les crédits» ou encore «la contrepartie mise à la disposition de la banque». A titre d'exemple, le 18 août 2001, il a présenté un bien immobilier d'une valeur de 1 million de dinars et la banque lui a accordé un montant de... 650 millions de dinars. Selon l'arrêt de renvoi entre 2000 et

2005, Achour Abderrahmane a bénéficié d'au moins une vingtaine de prêts d'une valeur de 650 millions de dinars chacun, «sur la base de garanties souvent surévaluées et ne couvrant même pas le un dixième du crédit».

Ce qui prouve, selon des observateurs, «que certaines parties font en sorte que la vérité sur le dossier Achour Abderrahmane ne soit pas connue», d'où le «bâclage de l'instruction».

Selon des avocats, le

procès qui atteindra, à compter d'aujourd'hui, sa vitesse de croisière, «sera riche en révélations». Les avocats de Achour Abderrahmane promettent des divulgations fracassantes, en avançant la thèse «du complot fomenté» contre le milliardaire de Koléa, alors que d'autres promettent de mettre à nu le dysfonctionnement qui a caractérisé l'instruction de cette affaire.

Ces derniers ont indiqué que le juge instructeur

«s'est limité uniquement aux traites et chèques de caverlie, laissant de côté tout ce qui pourrait éclabousser des personnalités de l'Etat». Ces derniers ont cité, à titre d'exemple, la nature exacte de ses associés au sein de la société ECA (Comptoir africain d'emballage) au centre du scandale.

L'énigme Achour Abderrahmane planera durera plusieurs jours avant que la justice ne tranche dans l'affaire.

A. B.

## PROCÈS ACHOUR - DGSN

### Zouai acquitté, Achour et Bessai condamnés

Dans l'affaire qu'il l'a opposé aux deux hauts cadres de la DGSN, le milliardaire Achour Abderahmane a été condamné à quatre années de prison ferme, alors que le tribunal criminel d'Alger a prononcé l'acquittement au profit de l'ex-chef de Sûreté de la wilaya de Tipasa. Pour sa part, l'ex-chef de service de la police judiciaire rele-

vant de la même Sûreté de wilaya a été condamné à quatre années de prison avec sursis.

Pour rappel, le parquet général avait requis à l'encontre des trois mis en cause respectivement dix et vingt ans de prison ferme.

A. B.

## EXTRADITION DE KHALIFA

# L'Algérie n'en ferait pas une préoccupation majeure ?

**L'extradition ou pas de Rafik Abdelmoumène Khalifa, sur laquelle planche depuis plusieurs mois le juge britannique Timothy Workman, ne semble pas trop tenir en haleine les autorités algériennes. Lundi, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Belaïz, soutenait qu'il acceptait la décision de la justice britannique, quelle qu'en sera. Que cette insouciance à peine voilée quant au sort du golden boy déchu signifie ?**

**Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir)**- L'on concède volontiers au ministre de la Justice le respect qu'il dit vouer à la justice britannique, souveraine. C'est tout ce qu'il y a de raisonnable et de finement diplomatique.

Un ministre se doit de s'interdire, dans l'absolu, de s'immiscer dans les affaires de la justice ainsi que de commenter ses décisions.

Mais un ministre peut toujours, au plan politique, apprécier une situation et, dans le cas de Rafik Abdelmoumène Khalifa, exprimer ne serait-ce que le vœu de voir les efforts fournis aboutir. Or, Belaïz, dont le département a eu à

accomplir les démarches nécessaires à l'extradition de Khalifa, ne semble pas s'en préoccuper outre mesure. Il a réagi comme s'il était en face d'une affaire tout ce qu'il y a de banal. «L'affaire Khalifa est sous l'autorité de la justice britannique qui est indépendante et impartiale. Nous acceptons la décision qui sera prise par la justice britannique, souveraine dans son pays, et nous ne ferons aucun commentaire sur aucune décision de justice ni en Algérie ni ailleurs», a-t-il dit.

On peut faire un meilleur détachement. Pourtant, l'affaire Khalika, présentée comme le scandale du siècle, est tout

sauf une affaire banale. Le procès de Khalifa Bank, organisé à la cour de Blida, a accablé le golden boy algérien déchu et l'a condamné par contumace à la perpétuité. Réfugié au Royaume-Uni depuis 2003, Rafik Abdelmoumène Khalifa ne coulera pas que des jours heureux, du moins pour l'éternité.

L'Algérie a décidé d'engager une demande d'extradition. Ce qu'elle a fait, un plus d'une année après avoir parapahé avec la Grande-Bretagne la convention d'extradition.

C'est dire toute la peine que l'Etat algérien s'est donnée pour obtenir l'extradition de Rafik Abdelmoumène Khalifa. Mais alors que le juge Timothy Workman s'apprête à boucler le dossier et à rendre le droit dans cette affaire, voilà que le ministre algérien de la Justice n'estime pas utile d'exprimer un quelconque enthousiasme à devoir enfin présenter Khalifa devant la justice

algérienne. C'est à croire que l'Algérie ne fait plus de l'extradition de Khalifa un souci majeur.

Le ministre de la Justice n'évoque pas l'éventualité de recours à la décision de la justice britannique, si cette dernière venait à être, évidemment, défavorable à l'Algérie. On a peine à croire qu'il soit ainsi fait du cas Khalifa, au centre d'une affaire qui a défrayé la chronique et qui a débordé, plus que toute autre affaire, sur le politique.

A entendre le ministre de la Justice dire qu'il respectera la décisioin de la justice britannique, on ne peut que s'interroger sur la volonté de l'Etat algérien à «rapatrier» Khalifa et de le juger.

Le propos de Belaïz sonne comme une anticipation visant à atténuer l'onde de choc que produirait une décision défavorable à l'extradition. Une décision qui, après le report de ce lundi, devrait être rendue le 25 juin prochain.

S. A. I.

## BOUIRA

### Ratissage à El-Adjiba

Depuis lundi dernier, les forces de l'ANP, stationnées dans la commune d'El-Adjiba, à 30 km à l'est de Bouira, renforcées par des détachements venus de Saharidj et de Bouira, bouclent un important périmètre compris entre les communes d'El-Adjiba et Ahnif, au lieudit Ighzer Oumeziane. Selon des sources concordantes, les forces de l'ANP auraient eu des informations sur l'existence d'un groupe terroriste affilié au GSPC, composé d'une vingtaine d'éléments, qui se serait replié dans la région depuis plusieurs semaines.

Hier, pendant toute la journée, tandis que des hélicoptères survolaient la région pour parer à toute éventuelle fuite du groupe encerclé, les forces de l'ANP au sol s'affairaient à bombarder les lieux suspects, tandis que d'autres éléments essayaient d'avancer prudemment sur le terrain pour repérer les bombes éventuelles que les terroristes sèment habituellement aux abords de leurs repaires.

Aucun bilan n'a filtré sur cette opération, qui se poursuit toujours.

H. M.

## BÉJAÏA

# L'assassin présumé du maire RCD de Timezrit identifié

**L'un des auteurs présumés de l'assassinat du maire de Timezrit, dans la wilaya de Béjaïa, vient d'être identifié par les éléments des services de sécurité, apprend-on de source judiciaire.**

L'examen de l'affaire de l'assassin présumé de l'édile de Timezrit par la chambre d'accusation de la cour de Béjaïa devait avoir lieu lundi dernier mais a été finalement reporté pour le 22 juin courant, pré-

cise notre source. Pour rappel, le défunt président de l'APC de Timezrit, Fateh Chibane, est, en rentrant d'une mission d'Alger dans la soirée du mercredi 5 novembre 2008 à bord d'un véhicule de service, accompagné de son chauffeur et du chef de parc communal, tombé dans un guet-apens tendu par un groupe armé sur la RN12, à la sortie d'Adekar, plus précisément au lieu-dit Alma-Izamaren à moins d'un kilomètre d'un point de contrôle fixe de la BMPJ de Lambert et à quelques encablures de l'intersection menant vers Tifra-Sidi-Aïch et El-Kseur.

La victime avait reçu de deux balles dans la tête tirées à bout portant par les hordes terroristes, après avoir libéré ses deux accompagnateurs, le chauffeur et le chef du parc. Marié et père d'un petit garçon de 5 ans, Chibane Fatah, âgé de 43 ans, a été élu à la tête de la municipalité de Timezrit sur une liste RCD, qui s'est adjugé une majorité relative lors des élections locales de novembre 2007 devant la formation de Aït-Ahmed avec le même nombre de quatre sièges sur les neuf que compte ladite Assemblée communale.

A. K.